

AGRICULTURE

Moisson 2019 : des hauts et des bas

La moisson de la campagne agricole 2019 est en cours et devrait se terminer d'ici quelques jours.

Pour la première fois depuis 5 ans, tant les rendements que les indicateurs économiques laissent présager d'une année qui devrait se situer dans la moyenne haute pour les exploitants agricoles de l'Essonne.

Pourtant, l'inquiétude était forte ces dernières semaines. «*Nous stressions avec l'épisode caniculaire du mois de juin, mais nous sommes agréablement surpris pour le blé*», indique Fabien Pigeon, exploitant à Chauffour-lès-Etréchy. «*Nous sommes au-dessus des moyennes décennales en rendement avec une qualité exceptionnelle. Cela permettra de valoriser la production particulièrement en meunerie et pour nos contractualisations spé-*

cifiques sur les baguettes essonniennes et franciliennes qui représentent 30% de nos volumes», précise Hervé Courte, directeur de la coopérative Ile-de-France Sud. La teneur en protéines devrait également être favorable pour l'exportation. Une belle moisson pour le blé à contre-courant d'une grande partie du territoire national. «*Au Sud de la Loire, la qualité est sans aucune mesure avec ce que nous avons ici*», ajoute le responsable de la coopérative. Alors que les récoltes en Russie et en Ukraine sont moyennes, cela laisse présager de prix de vente corrects, «*et on espère dépasser le prix de revient des producteurs*», complète Hervé Courte.

Des attaques d'insectes difficiles à contrer

Sur l'orge, la récolte est plutôt bonne au niveau rendement, mais la qualité n'est pas toujours au rendez-vous. «*La chaleur a dé-*



Les agriculteurs n'ont pas compté leurs heures ces derniers jours.

gradé le grain et sa qualité est parfois très mauvaise», indique Fabien Pigeon. Sur les cultures de printemps, les qualités vont également de médiocre à mauvais, selon les cultures et les parcelles. Sur le pois, globalement, la récolte est bonne aussi, mais ici une inquiétude particulière se fait jour. «*Nous avons eu beaucoup d'attaques d'insectes et nous commençons à manquer de*

moyens pour les contrer. Résultat nous avons beaucoup de pois avec des trous ce qui peut entraîner un risque sanitaire», constate Fabien Pigeon.

Colza et maïs, les ombres au tableau

Mais évidemment la perfection n'existe pas et quelques ombres à ce tableau plutôt rose sont présentes. «*Le colza est extrê-*

mement hétérogène. Il a souffert de la sécheresse au moment des semis et des levées à l'automne dernier puis de plusieurs gelées au printemps et enfin d'attaques d'insectes difficiles à juguler. Résultat nous avons un rendement catastrophique, 50% inférieur à ce que nous avons habituellement», indique Hervé Courte. «*C'est une situation absolument catastrophique. Au sud d'Etampes, en colza il n'y a rien. Un peu plus au nord, nous allons en récolter un peu mais la qualité sera vraiment très faible*», précise Fabien Pigeon. Autre mauvais point pour le maïs. «*Nous avons ici une situation très inquiétante avec des rendements inférieurs de 50 à 70%*», complète le responsable de la coopérative.

Restera ensuite à voir ce qui se passera pour les agriculteurs au moment de la récolte des betteraves, une source de revenus essentielle pour eux, mais dont

la filière est grandement menacée aujourd'hui (lire par ailleurs ci-dessous).

Le blé, culture-reine des agriculteurs essonniers, devrait donc permettre à ceux-ci de faire économiquement de 2019 leur meilleure année depuis 5 ans. Evidemment cela sera loin de compenser ces années difficiles, mais cela va remettre un peu de baume au cœur à tous. «*Il faut se satisfaire de ce qu'on a. Nous allons renouer avec des rendements très corrects, c'est déjà une bonne nouvelle*», avoue Damien Gref-fin, président de la FRSEA Ile-de-France.

Mais la réalité du contexte national entre décisions politiques, comme l'accord sur le Mercosur, et contraintes environnementales de plus en plus lourdes, continuent de constituer «*une double-peine*», qui fait souffrir toute une profession.

■ Teddy Vaury

Ceta/Mercosur : le sujet qui fâche les agris !

L'accord avec le Mercosur hérisse les agriculteurs français et essonniers.

Au moment du débat sur le CETA au Parlement qui créait déjà des tensions, l'accord passé le 28 juin entre l'Union européenne et quatre pays du Mercosur ne passe pas. Si l'exemple de la viande et de l'élevage est le plus souvent pris, c'est l'ensemble de la profession qui s'inquiète et Christophe Hillairet, le président de la Chambre d'agriculture de la région Ile-de-France, s'en fait le porte-parole.

«*Depuis des années, les gouvernements successifs s'achament soi-disant à faire évoluer l'agriculture : moins de pesticides, du local, du bio, plus de règles, de*



La production essonnoise nourrit aussi le bétail des éleveurs.

contraintes... Mais arrêtons les mensonges ! Ne refusons pas de voir la réalité des faits», lance-t-il. Cette réalité qu'il dénonce, c'est l'ouverture du marché intérieur à des produits qui sont à l'opposé de l'évolution du travail des agriculteurs français. «*Là-bas, où l'on*

utilise tout ce qui est interdit en France et tout ce qui ne préserve pas la planète», assène Christophe Hillairet. Même chose pour le CETA. «*Au Canada, on utilise des antibiotiques ou des hormones de croissance dans l'élevage, des pratiques que l'on a arrêté depuis 30 ans*

en France», s'agace Damien Gref-fin, président de la FRSEA Ile-de-France qui note aussi la présence importante d'OGM en Amérique du Nord.

Pour les agriculteurs essonniers, les conséquences seront multiples. «*Nos productions sont aussi*

vendues sur le marché intérieur pour l'alimentation du bétail. En fragilisant la filière de l'élevage en France, nous risquons de voir disparaître un débouché important pour nous», indique Fabien Pigeon, exploitant à Chauffour-lès-Etréchy. C'est là le premier impact. Mais l'inquiétude ne s'arrête pas là. La porte des échanges ouverte a tout d'une boîte de Pandore. «*Les pays du Mercosur sont également des exportateurs de blé et, là dessus aussi, on risque de sentir passer cet accord*», ajoute-t-il. Et, surtout, les coûts de production de grain de ces pays figurent parmi les plus faibles du monde. Une concurrence qui pourrait être lourde de conséquence donc.

Enfin, l'autre impact direct que vont subir les exploitants essonniers, portera sur le sucre. «*Importer 1,5 million de tonnes de sucrées, c'est prendre le risque de fermer 7 sucreries en France*», rappelle Damien Gref-fin. Et ce sur un marché européen déjà bouleversé par la fin

des quotas sucriers le 1^{er} octobre 2017. Alors que la fermeture de la sucrerie de Toury (28) par Cristal Union a été annoncée en avril dernier, la filière semble être en sursis (lire notre article ci-dessous).

■ T.V.

Pour en savoir plus

Le député Franck Marlin opposé à Mercosur

Le député de la 2^e circonscription de l'Essonne est le seul député du département à avoir signé la tribune de parlementaires s'opposant à l'accord signé le 28 juin entre l'Union européenne et les quatre pays du Mercosur (Argentine, Brésil, Paraguay et Uruguay). «*Cet accord soumettra l'élevage français à une concurrence aussi massive que déloyale. Ce sont ainsi quelque 99 000 tonnes supplémentaires de viande bovine à taux préférentiel, 180 000 tonnes de volaille et 180 000 tonnes de sucre à taux zéro qui seraient importées en Europe en provenance du Mercosur*», notait cette tribune. «*A l'heure où les consommateurs français recherchent de plus en plus une alimentation sûre, saine, responsable, locale et équitable, il est grand temps que le Gouvernement comprenne que la seule réponse possible à ce défi stratégique pour l'avenir alimentaire et environnemental de la France est de soutenir (enfin !) réellement l'agriculture française*», conclut-il.